

LE PEUPLE SOUVERAIN

JOURNAL DES INTÉRÊTS DEMOCRATIQUES ET DU PROGRÈS SOCIAL.

Prix d'abonnement (Payable d'avance):

Lyon.	Rhône.	Départem.
3 mois, 8 fr.;	10 fr.;	12 fr.
6 mois, 15 fr.;	19 fr.;	22 fr.
Un an, 30 fr.;	36 fr.;	40 fr.

Le Peuple Souverain donne les nouvelles 24 heures avant les journaux de Paris.

On s'abonne, à Lyon, au Bureau du Journal, et à Paris chez LEBOLIVET et C^e; rue Notre-Dame-des-Victoires, 46.

Les Annonces se paient 25 c., et les Réclames 40 c. la ligne.

Lyon, le 11 frimaire an LVII.

(De l'ère chrétienne, 1^{er} décembre 1848.)

Le Candidat des Républicains honnêtes.

Le prince Louis Bonaparte est bien décidément le candidat que la réaction et les légitimistes portent à la présidence de la République. Tous ces républicains honnêtes, qui ont horreur du sang, et qui ne trouvent pas d'épithètes assez fortes contre les meurtriers du comte de Latour ou du ministre Rossi, excusent assez facilement, comme chacun sait, les exécutions militaires de Windisgratz, de Radetzky ou du Bourbon de Naples; l'assassinat de Robert Blum leur semble un acte de la plus haute justice; jamais une parole de blâme n'est sortie de leur bouche contre les Prestaillonnades et les meurtres qui ont eu lieu dans les premières années de la Restauration.

Eh bien ! soit, nous nous associons pour un instant à la sainte colère de ces amis de l'ordre, et nous dirons avec eux que les hommes qui prennent les armes contre leurs frères et se révoltent contre la loi, que les malheureux victimes du vice actuel de l'organisation sociale qui, mourant de faim, manquant de tout et ne prenant conseil que de l'instinct de la conservation, commettent un crime dans le délire de la misère, méritent tous les noms qu'on leur donne et la peine de mort que le juge leur inflige.

Mais nous demanderons à notre tour à ces Messieurs ce qu'il faut penser de celui qui, jouissant de l'abondance et du bien-être, vient, de sang-froid et poussé par sa seule ambition, attenter à la vie d'un homme qu'il ne connaît pas, qu'il n'a jamais vu, et qui ne lui a fait aucun mal ? Si, pour éviter la guerre civile et l'effusion du sang, par amour pour la patrie, Ney, Labédoyère, Mouton-Duvernet et tant d'autres ont mérité la mort, est-il bien logique de porter à la présidence l'homme qui, sans y être appelé, est venu chercher à troubler la paix du pays, à nous plonger dans toutes les horreurs des combats fratricides et à inaugurer son arrivée sur le sol de la France par une tentative d'assassinat ?

Afin qu'on ne nous accuse pas d'exagération, nous mettons sous les yeux de nos lecteurs, un extrait des dépositions publiées par le gouvernement lors du procès de l'affaire de Boulogne :

PIERRE COL-PERÉLLIER, capitaine de grenadiers : Je pus arriver sous la voûte qui est à l'entrée de la caserne, et là, un homme d'une trentaine d'années, revêtu d'un uniforme de général, je crois, et ayant un crachot sur la poitrine, s'est présenté à moi en disant : « Voilà le prince Louis, capitaine, soyez des nôtres, et vous aurez tout ce que vous voudrez. » Il a dit encore quelques mots, que je ne me rappelle pas. Je l'ai interrompu en lui disant : « Prince Louis ou non, je ne vous connais pas.

Napoléon, votre prédécesseur, a abattu la légitimité, et ce serait à tort que vous viendriez la réclamer. Qu'on évacue ma caserne. » — J'ai oublié de dire qu'après ces mots : « Retirez-vous, ou j'emploierai la force, tant pis pour vous. » et au moment où je me retournais vers ma troupe dans l'intention de la faire agir si le prince ne sortait pas, une détonation d'armes à feu se fit entendre; j'ignore par qui ce coup a été tiré et à qui il était destiné, étant trop préoccupé. Après la sortie du prince, le sous-lieutenant Ragon et le sergent-major m'ont dit que le coup avait été tiré par le prince avec un pistolet, et qu'il m'était destiné. Immédiatement après le coup tiré, je veux dire après la fermeture des portes, j'ai vu que le grenadier Geoffroy était blessé à la bouche par le coup de feu dont j'avais entendu la détonation.

JOSEPH GEOFFROY, grenadier. Le 6 août, je faisais la cuisine à la caserne, lorsque vers cinq heures trois quarts du matin, des officiers, accompagnés de beaucoup de soldats, sont entrés dans la cour, et après s'être mis en bataille, ils ont, à plusieurs reprises, proféré le cri de vive l'empereur ! Je manifestais ma surprise à mon camarade en lui disant : « L'empereur est mort, il est donc revenu vivant », lorsque je vis entrer dans notre cuisine un officier et un sergent décoré, que je reconnaissais peut-être si je les voyais en uniforme; le sergent portait une bouteille et l'officier avait le sabre à la main; tous deux me dirent de boire un coup et de crier vive l'empereur ! Je leur répondis que je ne buvais pas et que je ne criais pas vive l'empereur, puisqu'il était mort. L'officier dit alors : « Puisque vous ne voulez pas boire, je vais vous faire boire de force, dépêchez-vous de vous mettre en tenue et de prendre vos armes, nous avons l'ordre de votre colonel; nous marchons sur Paris; c'est un officier de chez vous qui commande. »

Sur ce, je me suis habillé et j'ai pris les armes; je suis descendu dans la cour. Je me suis mis dans les rangs, mais de suite j'entendis M. Col-Puygellier, capitaine de notre compagnie, crier au secours. Il était tenu par l'état-major. J'ai couru vers lui avec d'autres de mes camarades, pour le débarrasser; je l'ai saisi par le bras gauche, et l'attirai sur moi, lorsque je reçus un coup de pistolet à bout portant, et j'en fus atteint sur la lèvre supérieure du côté gauche. La balle, après m'avoir cassé trois dents, est parvenue dans le cou, du côté droit, où elle est encore. Je ne suis pas tombé à l'instant même, et je voulais courir avec mon fusil pour me défendre, lorsque le capitaine me fit rentrer dans ma chambre, et de là j'ai été amené, par le chirurgien, à l'hôpital, où je suis depuis.

D. Qui est-ce qui a tiré le coup de pistolet qui vous a blessé ?
R. C'est le prince.
D. En êtes-vous bien certain ?
R. Oui; il a pris son pistolet dans son pantalon, du côté droit. Il a ajusté le capitaine, qui n'a pas été atteint à cause du mouvement que ceux qui l'attiraient lui ont fait faire en cet instant; c'est de cette manière que j'ai reçu le coup qui était destiné au capitaine.

AVOIXE GERRARD, voltigeur. Le prince s'est approché et a dit : Je suis le fils de Napoléon ! suivez-moi ! vous ne serez plus maltraités; nous allons à l'hôtel du Nord commander à dîner pour moi et pour vous, et demain nous marchons sur Paris !

Après des faits aussi positifs, Louis Bonaparte est un homme condamné pour toujours dans l'opinion publique, et il ne peut être le candidat du citoyen qui se respecte et qui veut voir la France estimée au dedans comme au dehors. N'est-on pas tenté de croire, en voyant la comédie jouée par les royalistes, qu'ils ne se rallient à cette candidature que dans le but de faire

déconsidérer la République et d'arriver plus facilement à la réalisation de leurs projets anti-liberticides ? Cette candidature, prônée et préconisée par eux, est une preuve qu'ils foulent aux pieds la Constitution, puisque, par l'exception qu'ils semblent faire en faveur de leur héros, ils nient les principes d'égalité, de justice et de fraternité.

Ah ! le vénérable prisonnier du donjon de Vincennes, objet de leurs rancunes et de leurs persécutions, ne s'est jamais souillé d'un meurtre; on ne peut non plus lui reprocher, comme à son concurrent, le dévergondage de ses mœurs, l'immoralité de sa conduite. Et pourtant, c'est le candidat des républicains rouges, et ce mot, que l'on ne cesse de faire sonner aux oreilles des pauvres d'esprit, leur semble un motif suffisant d'exclusion.

Les démocrates de la France donneront un démenti à tous ces intrigants, et leur vote, en condamnant au mépris cet histrion de prétendant, réhabilitera, nous n'en doutons pas, la mémoire du martyr moderne persécuté pour la sainte cause du socialisme.

Les Hypocrites.

Un journal, qui passe à juste titre pour l'écho du National, contient dans son premier Lyon les lignes suivantes :

« Quand on voit des hommes politiques comme M. Thiers, M. Odilon Barrot et les principaux membres de l'ancienne gauche dynastique se rallier à la candidature de M. Louis Bonaparte dont ils connaissent mieux que personne l'incapacité, on se demande quelle secrète pensée les anime, et laquelle des deux, de leur raison ou de leur ambition, ils ont prise pour guide. »

« La raison leur dit assez haut que M. Bonaparte n'a aucune des qualités qui doivent distinguer le chef temporaire d'une République; l'ambition leur crie de s'attacher à sa fortune, non point pour la suivre, mais pour la maîtriser, pour en être les arbitres. Aussi, n'est-ce point la République qu'ils veulent maintenir sous la présidence d'un incapable; aussi, n'est-ce point l'empire qu'ils veulent ressusciter en y élevant le neveu de Napoléon. Ils n'entendent asséoir ni un despote sur le trône, ni un président sur le fauteuil; leur idéal, c'est le soliveau constitutionnel. »

On ne nous reprochera pas la violence de nos opinions, en songeant à quel organe pacifique nous les empruntons; mais qu'à notre tour on nous permette de conclure :

Où, un fait frappe tous les yeux : c'est un retour à la monarchie qui veut tous ces jongleurs politiques; la révolution de Février les avait dépassés, les avait rendus impossibles, le fruit de dix-huit ans de leur opposition dynastique et constitutionnelle était perdu; s'ils avaient cru encore à la royauté, comme nous autres, dès 1832, nous croyions à la République, ils auraient hautement avoué leurs regrets pour le passé, leur incrédulité à l'avenir; ils se seraient groupés peu nombreux sans doute, mais résolus et respectables; ils auraient dit au peuple, avec cette éloquence qu'on était habitué à admirer : « Vo-

Feuilleton du Peuple Souverain.

LA FILLE DE CROMWELL.

DEUXIÈME PARTIE.

XVIII.

AMOUR, tu perdis Troie !

(Suite et fin.)

Le roi voulait prendre la fuite; mais en ce moment, la clarté de l'incendie s'accroît encore. Il se voila le visage de ses deux mains, et resta cloué sur la rive du fleuve, sans oser faire un pas pour aller assister à ce spectacle de ruine et de désespoir.

Du lieu où il se trouvait, on entendit bientôt la chute des maisons et des églises. Les étoiles avaient disparu, tout le ciel était en feu.

Pour ajouter à sa terreur, Fiamma, qu'il avait crue morte, se redressa comme un fantôme sanglant et lui cria d'une voix qui n'avait plus rien d'humain :

— Roi d'Angleterre, la peste décime tes sujets, l'incendie dévore la capitale... va régner sur des cendres et sur des cadavres !

Le Stuart sentit ses cheveux se dresser sur sa tête.

C'était pourtant le dernier cri de la haine; celui de l'amour devait le suivre.

Fiamma fit une tentative pour se rapprocher du roi; mais il lui devint impossible de prolonger plus longtemps sa lutte avec la mort.

Épuisée par le sang qui sortait avec abondance de sa blessure, elle s'appuya contre le tronc d'un saule. A la voir ainsi, aux rayons tremblants de la lune, on l'eût prise pour une blanche statue de marbre, tant son beau visage était empreint déjà d'une effrayante pâleur. Enfin, Charles l'entendit murmurer ces mots avec un accent de reproche si douloureux qu'il en tre-saillit jusqu'au fond de l'âme.

— Tu m'as frappée... je meurs... hélas ! pourtant je t'aimais !

La fille de Cromwell tomba pour ne plus se relever cette fois. Son corps, glissant sur la berge enroulée, descendit jusque dans la Tamise; le fleuve allait à jamais lui servir de lincoirn.

Un soupir s'échappa de la poitrine de Charles, et deux larmes de regret, deux larmes brûlantes, se mêlèrent aux flots qui venaient d'engloutir la victime.

Voir, pour la 1^{re} partie, les numéros du 9 août au 2 septembre, et pour 2^e, les n. du 2 au 25 octobre. G. n. 11, 12, 14, 17, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 27 septembre et 1^{er} décembre

Conclusion.

Les deux tiers de la métropole, c'est-à-dire tout l'espace compris entre la Tour et le Temple devinrent la proie des flammes. Treize mille deux cents maisons et quatre-vingt-neuf églises furent détruites de fond en comble.

On parvint à sauver le palais de Whitehall, en sacrifiant cette partie de l'édifice où les presbytériens avaient mis le feu. Lorsque, désespérant de voir arriver la duchesse, ils s'étaient retirés la rage au cœur.

Les restes de Cromwell et de Harrison furent consumés dans l'incendie.

Tous les conjurés devaient être assez heureux pour échapper à la vengeance du Stuart. Casse-Tête, seul, après mille recherches désespérées, était venu réclamer sa femme au roi, paya de sa vie ce dernier trait d'audace.

On alla fouiller le domicile du prêtre de l'église anglicane; mais déjà Titus Oates s'était mis sous la protection de la chambre haute, et bientôt commença ce procès scandaleux, que Charles ne fut pas libre d'empêcher, et à la fin duquel on vit périr dans les supplices un grand nombre d'illustres catholiques. Le calomniateur joutit d'abord de l'impunité la plus entière; mais, lorsque le duc d'York monta sur le trône, son inépuisable fut signalé par la mise en accusation de Titus. Les juges le condamnèrent à une prison perpétuelle et à être fustigé, quatre fois l'an, dans les rues de Londres, par la main du bourreau.

Quand Charles II mourut, tous les médecins présents à l'autopsie déclarèrent que ce prince avait été empoisonné. Chacun des accusés d'ignorance.

Le roi, disait-on, venait de succomber à une lente et cruelle maladie dont il souffrait depuis long-temps. Mais le poison des Médicis avait séjourné vingt-quatre heures sur la poitrine du Stuart, ce court intervalle suffisait pour miner l'organisation la plus forte et développer un germe mortel.

Pendant la fin du règne de Charles, le presbytérianisme sommeilla. Il attendit une occasion favorable pour seconner sa torpeur et lever hautement la bannière. A peine le faible Jacques eût-il ceint la couronne, qu'elle fut arrachée violemment de son front et placée sur celui de son gendre.

Le roi fugitif résolut d'aller demander un asile à la cour de Louis XIV. Il s'embarqua vis-à-vis du lieu même où jadis le fleuve s'était refermé sur la fille de Cromwell. Là, Jacques dit adieu à son royaume, pour lui-même et pour ses descendants.

Du pont de son navire, il précipita dans la Tamise le diadème et le sceau des Stuarts.

Guillaume d'Orange fit son entrée à Londres. On remarqua dans son escorte une troupe déguenillée, hurlant à tue-tête les couplets du *Liù Ballero*; c'étaient nos vieilles connaissances, les bohémians. Ils avaient quitté pour la seconde fois leur inaccessible

retraite du Rocher Noir, afin de se joindre aux troupes révolutionnaires.

Les condamnés politiques sortirent, ce jour-là, des prisons de la Tour.

On remarqua surtout un homme, dont le visage portait des traces de la souffrance et qui avait dû long-temps gémir sous les voûtes obscures des cachots.

Cet homme tombait d'épuisement. Il réussit avec peine à se traîner jusqu'à la boutique d'un boulanger du voisinage, pour y acheter du pain avec quelques peanys qu'il tenait de la charité du concierge de la Tour.

Sur le seuil de la boutique, située dans l'un des nouveaux quartiers rebâti depuis le désastre, une jeune femme filait sa quenouille.

A ses côtés jouait un bel enfant, et deux vieilles, assises près de là sur un banc de pierre, se querellaient à propos des événements de la journée. L'une était dame Marcelle, clabaudant contre l'usurpation du stathouder, malgré les remontrances de mi-triss Jeanne. Celle-ci lui faisait remarquer qu'on pourrait l'entendre, et que, d'ailleurs, elles étaient convenues, depuis leur réconciliation, de ne plus parler politique.

L'étranger s'arrêta devant la fileuse, qu'il venait de reconnaître.

Il oublia tout, la faim, ses souffrances, sa misère. Deux grosses larmes roulèrent dans ses yeux.

Sans avoir la force de prononcer une parole, il s'approcha de l'enfant et voulut l'embrasser.

Jetant aussitôt sa quenouille, la jeune femme repoussa cet inconnu de mauvaise mine, prit son fils entre ses bras et courut se réfugier dans la boutique.

Averti par elle, William sortit, accompagné de Tom, qui faisait alors partie de la famille, et tous les deux s'apprêtèrent à adresser au mandiant une verte réprimande. Mais ils le trouvèrent étendu sur le pavé. Le malheureux venait de s'évanouir.

On le fit porter à l'hospice d'Oxford-Street.

Personne, pas même Glary, ne reconnut George.

Grâce à la noble et généreuse affection de son époux, la fille de Butler avait oublié depuis long-temps ses anciennes douleurs. L'homme qui les avait fait naître était lui-même effacé de son souvenir.

Couché sur l'un des matelas de l'hospice, et sentant approcher sa dernière heure, George saisit la main de la religieuse qui l'assistait à ce moment suprême :

— Hanoah ! murmura-t-il d'une voix éteinte, vous m'avez annoncé que je serai maudit sur la terre... Priez pour moi... car j'ai cruellement expié mes torts, et vous obtiendrez peut-être que je ne sois pas maudit dans le ciel.

Eugène DE MIRECOURT.

RIN.

(République)

tre République est un rêve, une chimère; elle est impossible; nous n'y croyons pas; nous la combattons hautement, franchement, loyalement. Et le peuple, qui respecte toute chose, noble et digne, leur eut pardonné une opposition qui aurait au moins eu le mérite du courage.

Telle n'a pas été leur manière d'agir; ils ont accepté la République; tous sont venus adorer le nouveau-né; ils l'ont caressé, choyé, et en ce moment encore ils le pressent dans leurs bras, pour mieux l'étouffer quand ils jugeront le moment favorable. Hommes hypocrites et sans foi politique, brûlant du désir de la vengeance, ils flattent le peuple jusqu'au jour de l'élection, parce qu'ils comprennent que leur complot a besoin de la sanction du suffrage populaire; mais, prenons-y garde, le jour approche où ils chercheront à nous escamoter jusqu'à la dernière de nos libertés. Il dépend de nous d'échapper à ce danger; pour cela, il suffit de nous unir dans la même pensée démocratique, de voter tous pour le meilleur des candidats.

LES CANDIDATS JUGÉS PAR LEURS PARTISANS.

Tous les journaux de Paris et des départements qui s'occupent avec un peu de passion des diverses candidatures à la présidence, constatent un fait bien significatif. Tous ceux qui recommandent Louis Bonaparte, à commencer par la *Presse*, sont déterminés par leur antipathie contre Cavaignac et cherchent à entraîner le vote de leurs lecteurs par les mêmes considérations. Tous ceux qui prônent Cavaignac, sans en excepter le *National*, agissent, par suite de leur répulsion, contre le candidat prétendant.

Tout ce que nous savons par nous-mêmes, par nos correspondances, par les rapports de nos amis des différentes villes de France, nous confirment dans cette opinion que les voix données à Cavaignac ou à Louis-Napoléon, le seront, non par sympathie pour l'un ou l'autre, mais par antipathie. Il suit de là que les votes cavaignacistes ou bonapartistes seront des votes purement négatifs. Or, que prouve une négation? Absolument rien, sinon le manque de foi et l'absence d'opinions raisonnées.

Il n'en est pas de même des autres candidats. Les voix données à Ledru-Rollin seront celles des démocrates purs, timides-ment socialistes.

Les voix données à Raspail seront celles des citoyens franchement et radicalement socialistes. Les voix données à Lamartine seront celles des hommes qui veulent un semblant de République démocratique; mais avec le génie et la probité pour excuses. Ces trois candidats sont donc les seuls après tout qui représentent une opinion avouable et arrêtée.

Cavaignac ne représente rien que la force brutale, la duplicité et la corruption pratiquée d'après les errements des Guizot et des Duchâtel. Louis Bonaparte ne représente que le fétichisme dynastique et la haine de la République.

D'ailleurs, pour bien juger ces cinq candidats, il suffit de voir quels sont leurs partisans et quels journaux les défendent avec le plus de vivacité.

Cavaignac a pour lui les trembleurs et les ambitieux de l'ancien régime et les satisfaits du nouveau. Le *Journal des Débats*, défenseur-né de tous les pouvoirs; le *Siècle*, organe de l'ancienne gauche dynastique; le *National*, journal des nouveaux satisfaits, lui prêtent leur concours.

Louis Bonaparte est défendu par la feuille-Girardin, le vieil et constant ennemi de la démocratie; la *Presse*, le *Constitutionnel*, la feuille-Thiers, l'homme des lois de septembre et des forts détachés; enfin les journaux blancs, tels que la *Gazette de France* et autres *ejusdem farinae*.

Il suffit de cette simple appréciation pour juger, comme il convient, les deux personnages qui se parent comme les seuls candidats sérieux à la présidence. Nous tenons pour évident, quant à nous, qu'aucun républicain sincère et éclairé ne leur donnera sa voix. Ce sont des candidats de coalition, d'appétits opposés, voilà tout. Leurs partisans sont, d'une part, des ambitieux qui veulent une curée, et, d'autre part, des satisfaits qui défendent leurs positions. De part et d'autre, notre mépris est égal. Nous n'avons de respect que pour les convictions sincères et désintéressées, même quand elles diffèrent des nôtres.

Nous comprenons donc les candidatures de Lamartine et de Ledru-Rollin, nous soutenons celle de l'ami du peuple, le pur et noble Raspail, mais quand à celles de Cavaignac et Louis Bonaparte, nous les tenons frappées du sceau de la corruption, et nous les dénonçons au mépris de tous les honnêtes gens.

Physiologie politique et sociale.

Dans un précédent article (24 novembre dernier), nous avons traité la question des principes, social et politique, nous réservant, dans un prochain article, d'expliquer les conséquences du principe social et leur influence directe sur les besoins physiques et moraux de la société actuelle; tel est le but de cet article.

Examinons d'abord quelle est l'influence de la politique actuelle sur les peuples de l'Europe, comparativement à ce qu'elle était il y a un siècle.

A cette époque, l'état et la destinée de chaque peuple se résument dans le monarque qui régnait sur chacun d'eux; les gouvernements d'alors concentraient tous les pouvoirs, et c'est pour cette raison que les peuples en étaient totalement dépourvus; le devoir était l'appanage des peuples, et le droit l'attribut des souverains. De là, le despotisme, la tyrannie et les abus de toutes sortes dont les sociétés successives se transmettaient l'héritage, en criant chacune à son tour, à une époque déterminée par le sort: *Le roi est mort, vive le roi!*

Cependant, cette monstruosité humaine devait avoir un terme; car, la nature, trompée pendant un certain laps de temps, ne saurait pour cela abdiquer sa puissance et finit toujours par reprendre ses droits; l'heure de 89 vibra sur le timbre de l'horloge des siècles, et cette heure fatale fut le signal de la décadence de cette politique de race qui devait entraîner dans sa chute les trônes et les rois.

Aussi, depuis ce temps, et progressivement, le principe politique s'éteignit; puis, convulsivement, parut se ranimer, et pâlit tout-à-fait sous la vive clarté du flambeau que le principe social agita sur le monde.

Ainsi, jadis la politique dirigeait les nations, aujourd'hui, ce sont les nations qui semblent diriger la politique; jadis la politique était seule toute-puissante et absolue dans son principe, aujourd'hui elle n'est pas même secondaire dans ses conséquences; jadis, enfin, les rois armés de cette redoutable politique, étayés alors d'un cortège de préjugés, étaient tout et les peuples rien; aujourd'hui, dégagés de ces errements du passé,

instruits à l'école des grandes révolutions, les peuples ont appris qu'eux seuls doivent être tout et que dès-lors les rois ne peuvent plus être grand chose.

C'est par suite de cette connaissance acquise à leurs dépens, que les peuples expulsent ces monarques dont ils brisent les trônes avec infiniment plus de satisfaction que leurs prédécesseurs n'en ont éprouvé à se les donner pour maîtres.

Eh bien! on le voit, à cette époque actuelle de progrès et de régénération humaine, le principe politique n'est plus qu'un instrument usé, qui demande, pour être approprié aux besoins du moment, à être immédiatement revu, corrigé et considérablement amélioré.

Dans cette circonstance, n'est-il pas évident que le principe social est seul appelé à produire, dominer et diriger le nouveau principe politique qui, désormais, ne doit plus être qu'un agent soumis et intelligent du principe social.

Ainsi donc, Dieu, en donnant au monde un principe nouveau, veut évidemment que les conséquences de ce principe régénèrent l'état social et harmonisent la création humanitaire qui souffre et gémit sous l'opprobre des vices, œuvre funeste du despotisme, hideux anachronisme de cette sublime création.

En effet, l'homme apparaît comme chef-d'œuvre de la création et, dominant ses semblables, il se croit tout permis et s'arroge le droit de tout faire; mais comme le sentiment égoïste et personnel est le faible de sa nature, il lui sacrifie son ouvrage et crée alors une société infirme et corrompue qui participe essentiellement des défauts et des vices de son auteur.

Eh bien! voilà le mal, il est tout dans l'égoïsme, la personnalité, l'individualisme et la puissance absolue de l'homme sur ses semblables; ce qui constitue le mode vicieux de la vieille société.

L'œuvre sociale, préluant par l'association générale, anime et produit immédiatement le bien-être de tous, lequel dispose plus favorablement l'espèce humaine à la véritable et pure instruction morale et religieuse qui, dans un temps rapproché, changera la nature de l'homme en harmonisant ses instincts sociaux et dirigera ainsi les générations du connu à l'inconnu, c'est-à-dire du malheur à la félicité.

Et remarquons-le bien, c'est un besoin naturel parmi nous, et les circonstances solennelles l'ont toujours prouvé, de nous rapprocher, de nous unir, afin de nous entendre et de conjurer l'orage, qu'ensemble nous défions, et que, souvent, individuellement placés, nous n'osons regarder en face; d'où découle cette conséquence que, lorsque dans une réunion d'hommes, chaque membre agit isolément, à sa guise et suivant son penchant ou son intérêt personnel, il détruit, par ce fait, le moyen d'ensemble et brise sa puissance unitaire en la divisant.

Jusqu'à présent, tous les pouvoirs, soit fatalement ou systématiquement, ont été forcés de diviser afin de gouverner, et de là sont nées les castes, les corporations et les catégories de toutes sortes qui partagent la société en autant de tribus, que leurs intérêts et leurs prétentions diverses rendent nécessairement ennemies les unes des autres; voilà le vieux principe politique et toutes ses conséquences; c'est le gouvernement personnel, despotique, qui a été, qui sera toujours ainsi, parce que c'est sa seule raison d'être, et la Divinité elle-même, fat-elle sur un trône, ne pourrait agir et opérer autrement.

Eh bien! la Providence, dans sa sagesse, nous fait découvrir la cause du mal, c'est évidemment pour y porter remède, et pour cela, elle l'a mis aussi à notre disposition.

Les gouvernements précédents et leur astucieuse politique sont jugés et définitivement condamnés, nous n'en voulons plus; le gouvernement nouveau, intitulé *par tous et pour tous*, est appelé par sa nature à reconstituer la société et gouverner au nom de la raison, du bon sens et de l'humanité, voilà sa tâche. D'une essence toute contraire à celle de ses devanciers, il se distingue par l'importance et l'étendue de ses devoirs, et la restriction de ses droits. La République nomme des employés, mais ne reconnaît point des maîtres. Le peuple, travaillant lui-même à la confection de ses lois, les fait tellement justes et humaines, que la force devient superflue pour les faire exécuter; ainsi, nous ne devons plus dire: le pouvoir qui gouverne, mais bien les commis du peuple qui dirigent pour lui et en son nom. On comprend dès-lors, quelle doit être, dans un semblable gouvernement, l'importance du principe social; en effet, c'est la partie vitale de toute nationalité, car ici nous ne procédons plus par la force brutale pour arriver aux conquêtes matérielles, mais nous procédons par la science intellectuelle et morale, afin d'amener, par le progrès et les lumières, le régime réel de la liberté, l'égalité et la fraternité, conséquences forcées du principe social.

Ainsi, d'une part, l'oppression, la tyrannie, les privilèges, les abus, l'opulence effrénée et la plus affreuse misère, sont les conséquences forcées du principe politique représenté par la monarchie ou le gouvernement personnel; c'est positif, quatorze siècles l'ont prouvé.

D'autre part, la liberté, l'union fraternelle, le travail, le bonheur, l'extinction du paupérisme, la pureté des mœurs, la satisfaction générale et la douce concorde unissant, par des liens indissolubles tous les peuples de l'univers, seront les conséquences forcées du principe social sur les sociétés modernes; ce sera positif aussitôt qu'on le verra, que le sentiment égoïste et personnel s'incline devant le bien général, que le peuple soit un jour encore réellement souverain, et le socialisme accomplira son œuvre, à la satisfaction de l'humanité qui souffre et attend!

Raspail jugé par Eugène Sue.

Nous extrayons le passage suivant, relatif à Raspail, d'un excellent petit livre que vient de publier notre ami Eugène Sue. Ce petit livre, intitulé: *Le Berger de Kravan*, est, dit l'auteur, destiné surtout à éclairer les habitants des campagnes sur les complots des éternels ennemis du peuple et de la liberté.

— Eh bien! donc, reprit le métayer, je connaissais bien le nom de M. Ledru-Rollin, mais pas celui de M. Raspail; est-ce que vous le connaissez, monsieur?

— Certes, maître Charlie, — lui dis-je, — c'est le nom d'un sincère et vieux républicain, à la fois plein d'esprit, de bonté et de courage; il a vaillamment souffert pour sa cause; longtemps prisonnier sous Louis-Philippe, M. Raspail, ne perdant jamais ni confiance, ni espoir, a toujours conservé pure sa foi républicaine; dernièrement élu à Paris représentant du peuple par 70,000 voix, c'est un des hommes les plus savants de

l'Europe, et sa bienfaisance égale son savoir; sans cesse il s'est occupé du bonheur du peuple, de ses souffrances et de ses maux; il a écrit plusieurs excellents petits livres destinés à enseigner aux pauvres gens les moyens de se guérir ou de se préserver de beaucoup de maladies; car, bien qu'il ne soit pas docteur, M. Raspail est aussi un grand médecin; il a donné, toujours gratuitement, ses soins et ses conseils à une foule de malheureux, les aidant souvent de sa bourse; dans ces derniers temps, il a rédigé un journal nommé *l'Ami du Peuple* avec autant de talent que de patriotisme, car il est de ceux qui veulent fermement que ces trois mots inscrits sur le drapeau de la République: *Liberté, Egalité, Fraternité*, ne soient pas de vaines paroles. M. Raspail, ESSENTIELLEMENT SOCIALISTE, prêche surtout, dans ses écrits, la fraternité, la paix, l'union, la concorde; il déplore toute violence, persuadé que, grâce à la constitution républicaine et au suffrage universel, le peuple, en usant pacifiquement de ses droits, obtiendra peu à peu tout ce qu'il doit obtenir encore.

— Le bien que vous venez de me dire de M. Raspail, dit le berger, m'avait déjà été confirmé en prison par un condamné politique; aussi lisant, dans un des journaux que vous m'avez prêtés, que beaucoup de républicains socialistes portaient M. Raspail à la présidence, je me suis rappelé que c'était un vieux et solide patriote, et j'ai bien envie de lui donner ma voix.

LES DÉCORATIONS RUSSES.

Tandis que la démocratie européenne ouvre une souscription en faveur de la famille de Robert Blum, martyr de la liberté, le czar, de son côté, envoie une nouvelle décoration à Windischgrätz. La *Gazette de Vienne* annonce que la plaque de grand-croix de l'ordre Wladimir, dont le baron Liéven était porteur, pour Windischgrätz, est la même que celle que l'empereur portait depuis dix ans. Jellachich a reçu, de son côté, sans doute, à titre d'encouragement, la grand-croix de l'ordre de Saint-Georges. Quant au vieux Radetzky, il n'a plus de décorations russes à recevoir, il les a toutes. L'attention particulière dont les trois généraux slaves de l'Autriche sont l'objet de la part du czar, est significative, au moment où il est question, dans les cours absolutistes du Nord, de M. de Beauharnais pour occuper le trône impérial lombard-venitien. Au reste, pendant que les généraux slaves reçoivent des décorations du czar, les Slaves eux-mêmes oublient leurs rançunes nationales, commencent à sympathiser avec les Hongrois. Les Radesz eux-mêmes sont prêts à faire cause commune avec les Madgyars, et l'on espère que le gouvernement turc, qui a ses raisons pour se défier de la Russie, vient au secours de la Hongrie, en rappelant les Serbes qui combattent en Hongrie, sous peine d'être privés de leurs droits de citoyens et de leurs biens.

Les journaux démocratiques dans les départements commencent à éprouver le sort que les journaux républicains avaient sous la monarchie. Ils sont traqués par les modérés, calomniés par les royalistes, condamnés par les magistrats que la révolution a royaillés sur leurs sièges.

Aussi, leur position est-elle des plus difficiles, et on doit tenir compte aux écrivains de convictions qui luttent avec tant de courage contre les haines accumulées autour d'eux; mais ce courage n'est pas toujours suffisant pour maintenir les organes de la presse démocratique, et de temps en temps les républicains ont quelque perte précieuse à déplorer, car si les sympathies populaires sont nombreuses dans les départements pour les journaux démocratiques, les adhésions efficaces ne sont pas toujours suffisantes pour les soutenir.

On assure qu'en attendant les résultats d'une association en train de se former pour parer à un état de choses qui voue le pays aux ennemis de la République, un certain nombre de représentants du peuple viennent de décider qu'ils consacreront à cette œuvre patriotique 5 francs par jour de leur indemnité quotidienne.

Le citoyen P.-J. Proudhon, représentant du peuple, a adressé la lettre suivante au président du Congrès électoral central:

Paris, 27 novembre 1848.

Citoyen,

J'ai reçu votre fraternelle invitation, relativement à la réunion du Congrès électoral central des démocrates-socialistes de la Seine, congrès auquel vous m'annoncez que j'ai été nommé délégué par les citoyens du 3^e arrondissement.

En même temps que me parvenait votre lettre, je recevais communication, par les soins du secrétaire de la commission permanente du Conseil électoral central, du Manifeste publié par ce conseil, avec invitation de joindre ma signature à celle des membres de la commission, auteurs dudit manifeste.

Je vous fais juge vous-même, citoyen, de ma perplexité. Me voilà entre deux demandes contradictoires, sans aucun moyen de me prononcer pour l'une ni pour l'autre.

Je présume que le but du Congrès électoral central, auquel vous me priez d'assister, est d'amener une fusion entre les deux fractions de démocrates-socialistes qui se sont produites à l'occasion du vote sur la présidence; et par suite, d'annuler les opérations du Conseil électoral central qui sollicitent en ce moment mon adhésion.

Mes vœux pour la conciliation ont été toujours aussi ardents que sincères, et c'est malgré moi, malgré mon opinion motivée que j'ai été amené à prendre parti pour une candidature. Vous avez donc rendu justice à mes sentiments, citoyen, en me choisissant pour cette mission délicate. Toutefois, je dois vous faire observer que, représentant l'opinion contraire à la vôtre, il serait plus régulier que je fusse délégué par ceux-là même dont j'ai soutenu jusqu'ici les actes, et qui, justement, paraissent décidés à passer outre, puisqu'ils publient leur manifeste.

Dans cette situation, il me semble que le Congrès électoral central, créé en opposition du Conseil électoral central, est bien moins l'expression de la conciliation que de la concurrence, et qu'il va directement contre le but qu'il se propose!...

Je ne puis donc, citoyen, que vous conseiller de vous entendre sur ce sujet avec la commission permanente de la rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois; après quoi vous me trouverez tout disposé à entrer dans la voie amiable que vous me paraîtiez désirer.

Du reste, je ne puis ni ne dois vous dissimuler que, dans l'état actuel des esprits, avec les formules peu avancées encore de l'idée démocratique et sociale, une division momen-

tanée entre nous me paraît chose inévitable, et par cela même peu à déplorer.

Cette division sera même utile, si nous savons la comprendre et en tirer profit; car, je vous l'avoue, je ne crois pas que nous soyons maîtres d'agir autrement.

Depuis deux jours, la nomination du chef actuel du pouvoir exécutif à la présidence me paraît assurée; — quant à la candidature des citoyens Raspail et Ledru-Rollin, je suis convaincu, certain, qu'en groupant, — chose, selon moi impossible à réaliser, — sur une même tête les voix acquises à chacun de ces deux candidats, nous ne formerions encore, sur la totalité des votants, qu'une assez faible minorité.

Ainsi, sans intérêt dans le succès de l'un ou de l'autre de nos candidats, n'agissant tous qu'en vue d'exprimer une protestation; ne poursuivant d'autre but que celui de connaître les forces de la démocratie socialiste, sûrs, enfin, que si nous voulions essayer de ramener, soit au citoyen Raspail les voix données au citoyen Ledru-Rollin ou tout autre les suffrages donnés au citoyen Raspail, nous n'obtiendrions que la défection d'une partie de citoyens qui marchent avec nous; — notre parti le plus avantageux, le plus patriotique même est de porter à la fois ces deux candidats, et de laisser les électeurs libres.

La démocratie socialiste est une: la France le sait. Elle ne se divise que sur des hommes, sur des noms propres, représentant des tendances séparées, mais peu divergentes.

Votons donc séparément puisqu'il est impossible en ce moment de faire mieux; connaissons nos forces collectives et respectives: n'en doutons pas, la question présidentielle, je veux dire personnelle, vidée, la conciliation ne se fera pas attendre.

En résumé, je crois, aujourd'hui, la distinction des deux fractions de la démocratie socialiste bonne et profitable à toutes deux, puisqu'elle doit avoir pour résultat d'augmenter leur masse d'ensemble; je la crois utile au triomphe de nos idées; utile, enfin, à l'avenir de la République.

Salut et fraternité.

P.-J. PROUDHON.

Banquet démocratique et social du 26

(Suite des toasts).

Toast porté par le citoyen Durand, de Villefranche:

A la fraternité qui relie tous les hommes et les rattache à leur mère commune, l'humanité;

A la fraternité, émanation divine qui suffirait seule à garantir tous les droits par l'accomplissement de tous les devoirs (sans elle la liberté n'est qu'une violente tyrannie, et l'égalité une insultante dérision); car la fraternité ne peut supporter aucun privilège, aucun servage direct ou indirect. L'homme qui exploite ou tyrannise son semblable ne peut se considérer comme son frère.

La fraternité nous fait un devoir d'aimer, de protéger nos frères et de revendiquer pour eux les droits que nous revendiquons pour nous-mêmes. C'est donc en elle que la liberté trouve la plus sûre garantie de ses conditions d'existence. Tous enfants d'un même père, nous sommes soumis aux mêmes lois; appelés à une même et immortelle destinée, qui est la base de l'égalité.

La vraie fraternité n'est pas un vague instinct de l'humanité. Les yeux levés vers le ciel, elle s'inspire à l'amour de Dieu et y puise la force et la persistance de dévouement.

A la fraternité, parce que c'est l'union des cœurs et des esprits, parce qu'elle remplace la haine par l'amour, l'égoïsme par le dévouement, l'intérêt d'un seul par l'intérêt de tous, parce qu'au moins c'est la paix au sein de l'humanité.

A la fraternité enfin, parce que c'est l'union de l'amour de la patrie avec l'amour de l'humanité, puisqu'elle repousse tout sentiment égoïste, elle repousse aussi tout égoïsme national. Les passions cupides et vindictives qui, cachées sous le manteau d'une vaine gloire, tenteraient de ravir à leurs frères qui ne sont pas de la même patrie, les droits de l'humanité.

Toast du citoyen Joseph Lentiillon, de Lyon.

A la dignité de la France républicaine!!

Citoyens,

En proclamant la République le 24 Février, le peuple protesta contre cette politique d'abaissement qui avilissait le drapeau de la France.

L'Europe tressaillit... les rois tremblèrent, l'heure de leur agonie venait de sonner et les peuples saluèrent avec espoir notre belle devise: République universelle, Fraternité.

Le Français était logique... Grand et généreux, à peine affranchi, il offrait son sang et sa vie pour affranchir ses frères.

Cet essor a été comprimé et nos vœux méconnus... Aujourd'hui la République fait la cour aux rois.

Au lieu de rechercher l'alliance des souverains, ministres républicains, suivez le conseil de Béranger: Formez l'alliance des peuples.

Des alliances royales?... Elles sont impossibles; République, signifie Liberté et progrès, et trois et progrès sont incompatibles... Tant qu'il y aura un trône debout, ce sera l'épée de Damoclès menaçant la révolution.

Les peuples sont solidaires, ils se doivent mutuellement secours. Nos voisins sont opprimés, répétons aux monarches notre sommation de Février: Détruisez ces tyrans du génie et du peuple, c'est affranchir l'esprit humain et émanciper la liberté.

En présence des supplications de l'Italie, ne temporisez pas... ce serait trahir la cause que vous avez embrassée et déchirer votre programme.

Temporiser... c'est amortir le feu sacré chez les nations opprimées et ajourner sciemment leur émancipation.

Temporiser... c'est devenir le géôlier de Struve, c'est chasser Hecker en Amérique et désapprouver la République qui fermente chez les Allemands.

Temporiser... c'est refuser de la froide Angleterre le pain quotidien aux Irlandais et devenir le bourreau d'O'Brien.

Temporiser... c'est avec le monstre Nicolas, serrer les chaînes de la Pologne, et avec Ferdinand, bombarder les Siciliens.

Temporiser... c'est, avec l'implacable Narvaez, fusiller les républicains d'Espagne et perpétuer l'abâtardissement de ce beau pays.

Temporiser enfin... c'est réduire Vienne en cendres, et avec le cruel empereur, assassiner froidement Robert Blum!!

La temporisation perd les hommes dans les temps extrêmes, et les monarchies sont dans le délire et à leur extrémité... Le mouvement est l'essence des révolutions; les ralentir, c'est les trahir.

La paix, aujourd'hui, c'est la honte... La paix, quand des peuples expirent en nous tendant les bras, c'est la plus ignominieuse lâcheté...

A la dignité de la France républicaine!!

Toast porté par le citoyen Morlon:

A l'avenir de la France!

Citoyens,

La Révolution de 1789 nous a émancipé; 1792 nous a affranchi à tout jamais des privilèges de l'ancien régime, des dîmes, des corvées, des jurandes, des maîtrises, en un mot de tous les droits féodaux, et ceci aux acclamations populaires, aux cris cent fois répétés de: Vive la République! A cette époque, la royauté, comme aujourd'hui, avait fait place au gouvernement de tous par tous et pour tous; mais les exploités, inquiets de l'émancipation du peuple, rêvèrent un retour du passé; ils ne purent y parvenir complètement, du moins par leurs conspirations, ils nous ramènèrent à la royauté, et de ce moment une nouvelle féodalité se constitua, féodalité non moins envahissante que la première. Les détenteurs de

capitales, ne sont-ce pas les mêmes qui portent au désespoir les habitants des villes et des campagnes, en les dépouillant par l'usure; ne sont-ce pas eux qui empêchent la liberté des transactions commerciales, qui s'emparent des revenus agricoles par des intérêts extraordinaires, qui ravissent la propriété par des ventes à réméré; ne sont-ce pas eux qui appellent partages de biens ceux qui veulent que le gouvernement vienne en aide aux industriels, aux agriculteurs, au moyen d'une caisse hypothécaire, par laquelle l'intérêt ne serait plus qu'à trois pour cent et sans frais d'actes? Ils ne partagent pas les égoïstes, mais ils se font la part du lion; ils prennent d'abord les revenus, puis la propriété. Aussi, ils savent bien qu'avec la République un tel état de choses doit cesser; car, si ce gouvernement n'a pu tout d'abord appliquer un nouveau système hypothécaire, qui dégrèvera le commerce et les propriétés agricoles de très-forts impôts et de plus forts intérêts, c'est que ce déficit laissé par le gouvernement corrompu de l'infame Louis-Philippe ne l'a pas permis, et plus encore, parce que le gouvernail de l'Etat a besoin d'être en de meilleures mains. Mais pour cela, citoyens, il faut sagement user du suffrage universel, ne plus envoyer à l'Assemblée nationale des hommes qui ont d'autres intérêts que les vôtres, ne point nommer président de la République de ces hommes qui appartiennent au passé, ou ce qu'ils sont antérieurs au trône d'Henri VI ou du prisonnier de Ste-Hélène: car, ni l'un, ni l'autre ne sont les dignes émules de leurs ancêtres. Tout ce qu'ils en ont, c'est l'envie de peser sur la France, par un brutal despotisme, les charges les plus onéreuses et les plus vexatoires.

Peuple des villes et des campagnes, cesse donc de vouloir des maîtres! Sois enfin le tien, et ne confie tes destinées qu'à des hommes réellement démocrates, par les preuves qu'ils ont données de leur désintéressement et de leur dévouement à la cause populaire; de cette manière, sois-en sûr, l'avenir de la France est assuré.

A l'avenir de la France!

BANQUET DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL DE GIVORS.

Les démocrates socialistes de Givors, à l'exemple de leurs frères des autres villes, ont arrêté qu'un banquet démocratique et social aurait lieu le dimanche 3 décembre 1848, chez le citoyen Sigaud, lieu du Canal, afin de consacrer les vrais principes de liberté, d'égalité, de fraternité. Ils font un appel à tous les citoyens qui voudront bien les honorer de leur présence.

On pourra se procurer des cartes

A Lyon, au bureau du *Peuple Souverain*; chez le citoyen Monchanin, place de la République (ci-devant place Louis XVIII).

A Givors, chez les citoyens Faure, coutelier; Luquet, débitant, au chemin de fer; Duricaux, boulanger, rue du Battoir; Sigaud, débitant, bassin du Canal.

Le prix des cartes est de 75 centimes.

Les citoyens qui désireraient prononcer quelques discours, pourront s'adresser au citoyen Canard, président du banquet.

Nouvelles d'Italie.

Nos nouvelles de Rome vont jusqu'au 23 novembre. A cette époque la ville était tranquille; on y remarquait seulement cette agitation joyeuse, suite de toutes les révolutions, dont nous avons eu le spectacle imposant à Lyon pendant quelques mois. On parlait vaguement du projet qu'aurait le pape de quitter ses états et de se réfugier à Malte ou à Marseille. Le bruit courait aussi que l'abbé Rosmini était parti pour Paris, afin de réclamer en faveur de Sa Sainteté le secours de la France. On disait aussi que l'ambassade de la République française avait écrit dans ce sens à son gouvernement:

« Si cela était, dit le *Contemporain*, la France se couvrirait d'infamie, en suivant les errements de la vieille politique, et aidant les réactionnaires dans leurs complots anti-liberticides. Le pape a accepté la révolution, et nous ne pouvons croire que la République française consente jamais à envoyer des troupes pour s'opposer à la volonté du peuple romain. Si pareille monstruosité se produisait, les hommes d'état de la République ne vaudraient pas mieux que Cuizot et Metternich. »

— Des nouvelles plus récentes, arrivées par la voie de Marseille, annoncent que le pape a quitté Rome le 25 et s'est embarqué pour la France.

— Par le courrier du Midi, nous recevons la proclamation suivante, que le ministère a adressée au peuple romain, pour lui faire connaître cet événement:

« Le pape, poussé par de funestes conseils, a quitté Rome cette nuit. Dans un moment aussi solennel, le ministère ne manquera pas aux devoirs que lui imposent le salut de la patrie et la confiance qui lui a été accordée par le peuple.

« Toutes les dispositions sont prises pour le maintien de l'ordre et pour sauvegarder la vie et les intérêts des citoyens.

« Une commission va être immédiatement constituée en permanence, pour punir, avec toute la rigueur des lois, quiconque oserait attentir à l'ordre public ou à la vie des citoyens.

« Toutes les troupes et toutes les gardes nationales se tiendront en armes dans leurs quartiers respectifs, prêtes à accourir au premier ordre.

« Le ministère, uni à la chambre des représentants et au sénat romain, prendra désormais toutes les mesures que lui commanderont les circonstances.

« Romains, fiez-vous à nous! Restez digne du nom que vous portez, et répondez par la grandeur d'âme aux calomnies de vos ennemis!

« Rome, 25 novembre 1848. »

(Suivent les signatures des ministres.)

Le brait court que le Pape est arrivé dans la journée du 27 à Toulon.

— La *Gazette de Ferrare* annonce qu'une rixe a eu lieu près de Comacchio, entre la troupe et les habitants de la contrée. Les détails nous manquent. La tranquillité s'est rétablie à la nouvelle des événements de Rome, qu'ont rempli d'espoir toute la population.

Mort d'Ibrahim-Pacha.

Notre correspondant d'Alexandrie nous apprend la mort d'Ibrahim-Pacha que nous avions donnée comme à peu près certaine, à la date des dernières nouvelles. Ainsi Méhémet-Ali, malgré son grand âge et les infirmités qui le rongent, a pu voir son fils le précéder dans la tombe! La vigoureuse santé du vice-roi le soutient encore, mais il n'est plus que l'ombre de lui-même. Son énergie intellectuelle s'est complètement affaïssée.

BOURSE DE PARIS DU 29 NOVEMBRE.

Les grandes économies annoncées dans le budget de la guerre produisent sur la place un excellent effet. On y voit la ferme volonté d'équilibrer les dépenses et les recettes.

La rente 5 0/10, qui était à 65, débute en hausse à 65 75,

mais elle ne peut s'y maintenir, elle fait 65 50 pour finir à 65 40 offert et 65 35 au comptant. C'est 45 c. de hausse sur la bourse précédente.

Le trois, de 43, descend à 42 75 et ferme à 42 90 fin courant.

La Banque de France, de 1,355, arrive à 1,347 50. C'est le cours de fermeture.

Les chemins de fer ne varient presque pas.

Orléans s'élève à 592 50. Avignon-Marseille se maintient à 151 25. Le Nord est toujours à 342 50.

La Bourse, quoique faible sur l'ouverture, offre de l'amélioration sur les cours d'hier.

(Correspondance particulière du Peuple Souverain.)

Paris, 29 novembre 1848.

Les journaux réactionnaires annonçaient hier matin, qu'une réunion de banquiers avait décidé le tirage à un million d'exemplaires de la lettre du citoyen Odier au citoyen Dufaure, et la réponse de ce dernier.

Aujourd'hui, c'est le discours prononcé par Cavaignac, que l'on propose de faire tirer à un million d'exemplaires au moyen d'une souscription. Nous avons vu aujourd'hui, à quatre heures, un garçon de service afficher sur le socle du groupe de Laocoon, dans la salle des Pas-Perdus, cet édifiant appel.

« Souscription pour faire imprimer et distribuer à un million d'exemplaires le discours prononcé par le général Cavaignac, dans la séance du 25 novembre.

« MM. les représentants qui désiraient souscrire sont priés de se faire inscrire à la caisse de l'Assemblée. »

Pour qu'on ne se méprenne pas sur l'origine de cette pancarte, elle portait au bas: « Autographie de l'Assemblée. »

L'effet produit par cette affiche a été tel, que cinq minutes à peine après son apposition, un garçon de service, sortant de la salle des représentants, est venu l'arracher.

Il n'y avait, du reste, qu'une voix sur cet acte de cynisme politique. Un des membres les plus éminents de l'Assemblée à qui l'on rapportait ce fait, a répondu en souriant: « N'ont-ils pas les fonds? »

Ce n'est pas seulement sur le groupe de Laocoon qu'on a vu cette affiche, elle était placardée à plus de vingt autres endroits.

— M. l'abbé de Genoude poursuit ses singulières prophéties dans son fameux journal. En voici une propre à calmer les inquiétudes de la bourgeoisie:

« Le prince Louis-Napoléon Bonaparte, nommé par le peuple, président de la République; le maréchal Bugeaud, choisi comme le généralissime de toutes les armées de terre et de toutes les gardes nationales: l'ordre matériel sera assuré.

« Une assemblée nouvelle convoquée amènera une majorité tout entière, dévouée à l'ordre, et le salut sortira de là. »

Ainsi soit-il!

— Aujourd'hui doit avoir lieu, en séance publique, dans la cité d'Antin, la réunion anniversaire de la révolution polonaise de 1830. Le bureau sera composé des représentants du peuple: Corbon, Guinard et Vavin et du général Szaayde, membre délégué du comité central de la société démocratique polonaise.

Nous sommes à même de pouvoir annoncer que les démocrates français et les démocrates étrangers, actuellement présents à Paris, se rendront en grand nombre à cette solennité.

— On n'est pas toujours bien servi par ses partisans. L'appui prêté à la candidature du citoyen Louis Bonaparte par la *Gazette de France* et la *Presse*, fait perdre chaque jour du terrain au parti napoléonien, non-seulement dans les villes, mais encore dans les campagnes. Serait-ce parce qu'on n'a pas grande confiance aux conseils des citoyens de Girardin et de Genoude? On dit qu'on se méfie des légitimistes et des agents de la Russie.

— Hier soir, quatre caporaux du 46^e régiment de ligne, caserné esplanade des Invalides, rentraient dans leur quartier en criant: *Vive Napoléon II! A bas Cavaignac!* On sut bientôt que ces militaires avaient laissé un peu de leur sang-froid et de leur raison dans un cabaret de la barrière. Là, de bons garçons officiers leur avaient monté la tête avec de copieuses libations.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Suite et fin de la séance du 27 novembre.

Le citoyen général LAMONCIÈRE, ministre de la guerre. Citoyens représentants, le budget de la guerre s'élève à 432 millions. C'est presque la moitié du chiffre des dépenses de tous les ministères; tout le monde sent la nécessité de réduire cette partie de notre budget; le gouvernement a porté toute son attention sur ce point, et avant que la chambre ne discute le budget de la guerre, je crois devoir lui exposer sommairement nos idées à ce sujet.

Les forces militaires de la France étaient, sous le précédent gouvernement, de 560,000 hommes en temps de guerre, et de 110,000 chevaux. Les 560,000 hommes se composaient de sept contingents de 80,000 hommes.

En temps de paix, l'armée était, sous l'ancien gouvernement, de 320,000 hommes et de 70 à 80,000 chevaux. Dans notre opinion, les forces de la France pourraient être réduites, en temps de paix, à 290,000, ou 202,000 hommes, ainsi répartis: infanterie, 155,000 hommes; cavalerie, 70,000; artillerie, 28,000; génie, 6,000; équipages militaires, 6,000; gendarmerie, 16,000 hommes.

On remarquera peut-être une proportion toute nouvelle entre les chiffres de l'infanterie et des autres armes: c'est que pour le génie, la cavalerie, pour l'artillerie ou le soldat a besoin d'une éducation qui lui est inutile pour l'infanterie.

Quelles mesures prendrons-nous pour prévenir, en cas de nécessité, l'insuffisance du chiffre de notre infanterie? Voici quel est notre plan: la moitié du contingent de 80 mille hommes reste tous les ans dans ses foyers, c'est ce qu'on appelle la réserve. Eh bien! cette réserve, nous l'assujétirons à des réunions périodiques, au chef-lieu de chaque canton, à des revues, et là, elle recevra un commencement d'éducation; elle apprendra le maniement du fusil, l'école de peloton, elle sera roumée à la discipline militaire; et, par suite, s'il était nécessaire de les appeler, on trouverait immédiatement en eux des soldats.

L'adoption de ce système aurait pour effet de réduire le budget de la guerre de 140 millions sur l'exercice courant, et de 70 millions sur les propositions arrêtées pour 1849.

L'armée réunie sous les drapeaux, l'armée soldée, formerait le premier ban de nos forces militaires; la réserve organisée, comme je viens de l'indiquer, formerait le deuxième ban. Il y aurait un troisième ban, ce serait la garde nationale mobile ou mobilisable.

La discussion générale est fermée.

Le général Lebreton présente un amendement tendant à réduire le

crédit des états-majors d'une somme de 3,000 fr., représentant le traitement pendant les derniers mois de 1848, d'un général de brigade que l'honorable membre soutient avoir été nommé illégalement.

(Correspondance particulière du Peuple Souverain.)

Séance du 29 novembre 1848.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN CORBON, VICE-PRÉSIDENT.

L'ordre du jour appelle les interpellations sur les affaires d'Espagne.

Le citoyen Joly a la parole. Citoyens, dit-il, je viens au nom des réfugiés espagnols faire des plaintes sur la conduite du gouvernement français à leur égard, et exposer la situation de leur pays par suite de nos relations diplomatiques.

J'aurai à adresser quelques questions au citoyen ministre des affaires étrangères.

À l'époque de la révolution de Février, la reine d'Espagne a envoyé à Berlin un général pour offrir la coopération de l'Espagne à la Prusse dans les affaires de la République française; mais les événements sont plus forts que les hommes. L'agent espagnol, en arrivant à Paris, apprit que Berlin venait d'avoir sa révolution.

Il continua son voyage cependant, le gouvernement prussien ne pouvait plus profiter de ses offres, mais en récompense, il reconnut la reine Isabelle, ce qu'il avait refusé de faire jusqu'alors.

Ce fait peut donner une idée des dispositions de l'Espagne pour la République française. Le gouvernement français de l'ignorait pas, et cependant à ce mauvais procédé, il a répondu par un bon procédé.

Il a envoyé à Madrid un chargé d'affaires qui, plus tard, est devenu ministre plénipotentiaire. Mais le gouvernement français ne s'en est pas tenu là, il s'est fait pour ainsi dire le géôlier du gouvernement espagnol à la frontière.

Un sieur Labière a été nommé commissaire spécial avec la mission, disait-on, d'empêcher l'introduction en Espagne d'armes et de poudres de guerre. Mais la mission ne s'en est pas tenue là. Un journal officiel de Madrid, l'*Heraldo*, a publié, il y a peu de temps, un document officiel dans lequel on racontait que le sieur Labière s'entendait avec les autorités espagnoles pour traquer les réfugiés à la frontière, qu'il avait incarcéré divers réfugiés, qu'il avait confisqué leurs papiers et les avait envoyés à l'ambassadeur d'Espagne à Paris, qui les a fait parvenir à Madrid. Ces papiers ont servi de pièces de conviction contre un grand nombre d'Espagnols qui ont été arrêtés, condamnés et fusillés à Barcelone.

La condamnation des Espagnols fusillés, porte positivement que les conspirateurs ont été condamnés sur les pièces saisies par le gouvernement français.

J'arrive à un autre fait. Il y a trois mois, un navire espagnol était parti de Santander, portant à la Havane 69 déportés comme réfractaires. En mer ces déportés se révoltèrent et dirigèrent vers la France le navire dont ils s'étaient rendus maîtres.

Pendant deux mois, ils restèrent, en effet, à Poitillac. Plusieurs de ces hommes tombèrent malades, et furent soignés à l'hôpital. Mais tout-à-coup on vit apparaître un navire de guerre espagnol qui avait à sa remorque le navire qui portait les déportés, il les conduisit à Santander, où ils ont été livrés à des conseils de guerre, qui les condamneront aux présides, c'est-à-dire aux galères, et peut-être à la mort?

Le citoyen Bastin, ministre des affaires étrangères. Mon collègue de l'intérieur aura à vous donner des explications sur la manière dont la police a été faite à la frontière de France.

Pour ma part, j'ai reçu en effet des papiers qui avaient été saisis sur des réfugiés espagnols, mais ces pièces je ne les ai pas même lues; elles sont encore sous le même ruban qui les renfermait quand on me les a remises. Ce fait, je l'affirme sur l'honneur.

Le citoyen Dufaure. La France est en paix avec l'Espagne; cela étant, il est du principe de droit des gens que la France ne doit pas souffrir sur ses frontières, non plus que l'Espagne ne devrait le souffrir sur les siennes, qu'il se forme des bandes armées prêtes à préparer une invasion dans le pays voisin.

Si l'Espagne servait d'asile à des Français qui conspiraient la perte de la République, la France réclamerait et elle aurait raison, tout comme l'Espagne l'a fait auprès de nous.

J'ai, à deux reprises différentes, donné des instructions extrêmement détaillées sur ce qui doit être fait. Il est certain que la France ne peut laisser des bandes armées, menaçantes pour un pays voisin, circuler librement sur nos frontières; il est certain aussi que, dans l'intérêt même des réfugiés, il importe de ne pas les laisser rentrer en Espagne pour les livrer...

Les réfugiés espagnols se plaignent de notre surveillance; mais cette surveillance est très difficile, très compliquée, très embarrassante. Quand le gouvernement peut être indulgent, il s'empresse de l'être.

Le citoyen Joly répond au ministre Dufaure: La chambre a bien autre chose à faire, dit-il, que d'écouter les orateurs qui parlent pour la dignité française et pour les droits politiques des peuples, méconnus. De fréquentes interruptions forcent l'orateur à descendre de la tribune; et nos représentants, après avoir écouté tranquillement le citoyen Senard, qui déclare le gouvernement français blanc comme neige, passe paisiblement à l'ordre du jour à une forte majorité.

La séance continue.

Chronique locale.

Nous avons annoncé hier que le comité de la rue Limace a adopté la candidature de Ledru-Rollin; si nous sommes bien renseignés, cette résolution n'aurait pas été unanime; 34 membres, dit-on, ont voté pour Raspail, et 40 pour Ledru-Rollin. On nous assure qu'à la suite de ce vote plusieurs membres ont donné leur démission et se sont retirés du comité.

Nous recevons, en effet, la lettre suivante, qui semble corroborer ce que nous venons de rapporter.

Lyon, le 29 novembre 1848.

Citoyen rédacteur,

Ayant donné ma démission de président du Comité des républicains démocrates du Rhône, j'ai l'honneur de prévenir mes concitoyens que je cesse de leur donner mon concours pour leur inscription sur les listes électorales, en cette qualité, mais que je le ferai toujours avec empressement, comme simple particulier.

Agitez mes salutations fraternelles.

Auguste Monlon

— Les membres du bureau de la réunion Saint-Georges nous prient d'annoncer que ladite réunion s'est constituée en comité électoral; que ses séances sont publiques, et que l'on engage tous les citoyens qui auraient des réclamations à faire sur les listes électorales du quartier Saint-Georges, pour omissions ou double emploi, à s'y présenter.

— Hier soir, vers cinq heures, le feu s'est déclaré dans un magasin de chiffons, montée du Garillan, n. 7; on est parvenu avec peine à se rendre maître de l'incendie; la plus grande partie de la maison a été la proie des flammes. Un jeune homme n'a évité la mort qu'en sautant de l'entresol sur le pavé; dans sa chute, il s'est fait quelques légères blessures.

— Nous avons depuis hier le manifeste que vient de publier

Louis-Napoléon Bonaparte. Il est tellement vide, nu et plat, qu'il nous a semblé complètement inutile d'en entretenir nos lecteurs.

— Un nouveau convoi de colons parisiens a couché cette nuit dans nos murs, d'où il est parti ce matin.

Lyon, le 26 novembre 1848.

Citoyen rédacteur,

Sous l'ancien régime, les grades d'officiers, dans l'armée, étaient réservés aux fils cadets de familles nobilitaires; sous l'Empire, ils deviennent la récompense du soldat vaillant; sous la Restauration, on n'en revient pas aux cadets de famille, mais aux partisans du régime du bon plaisir, en mettant à demi-solde les officiers de l'Empire; en 1830, les officiers de l'Empire furent rappelés; mais parce qu'ils avaient fort peu de temps à faire pour obtenir leur retraite, ils y furent bientôt mis, et à leur grande satisfaction; car ils étaient infirmes, par suite de blessures ou parce qu'ils étaient d'un âge avancé. Louis-Philippe, pour rallier à son trône les partisans des anciens rois ses cousins, a favorisé les partisans des Bourbons aimés qui étaient rois par la grâce de Dieu, et aujourd'hui que nous sommes en République, ces mêmes chefs de corps forment les cadres de l'armée; je le demande, avec de tels guerriers la République peut-elle croire à sa consolidation, évidemment non; car le soldat, soumis à une discipline abrutissante, n'est et ne peut être qu'une machine; aussi ne le voyons-nous pas en aveugle recevoir une liste de candidats de son officier et voter de même. Si l'armée était appelée à elle seule à faire l'élection du président de la République, ne la verrions-nous pas élire le trop fameux Bugeaud, qui était l'édileur responsable de l'ex-roi Egalité.

Pour que l'armée soit amie de la France aux institutions démocratiques, pour que le soldat soit désireux de la guerre, parce qu'elle devra émanciper les peuples, il faut le rendre libre, c'est-à-dire lui faire élire ses chefs. J'entends déjà des vieux de la vieille et de ses gens qui ne comprennent que l'obéissance passive, s'écrier: Adieu l'armée, s'il n'y a pas de discipline. Qu'ils le sachent, il n'est pas d'hommes plus portés à écouter ceux qui leur ordonnent que ces mêmes et qui ils ont confiance. Pour preuve, sous l'ancienne République, avec des armées de volontaires, qui nommaient leurs chefs, n'avons-nous pas vaincu quatorze armées ennemies qui venaient envahir la France républicaine. Si alors nous avons pu ce que nous ne pourrions que plus difficilement aujourd'hui, c'est que le soldat ayant librement armé son bras pour la défense de la République, et ayant confiance à des chefs qu'ils avaient eu plein d'enthousiasme, volait à la frontière, pour vaincre les hordes d'esclaves qui voulaient que la France ne fut pas libre, ce qui se passa alors se renouvellera: si l'armée est reconstituée de la sorte, et notre patrie n'aura pas à appréhender ni l'autocrate, ni la reine d'Angleterre; mais s'il en est autrement, pouvons-nous croire que des chefs monarchistes n'appuieront pas plutôt les trônes qui craquent de toutes parts que de précipiter leur chute.

Auguste M.

Lyon, le 28 novembre 1848.

Au citoyen rédacteur en chef du Peuple Souverain.

Citoyen,

Vous avez été fort mal informé en insérant dans votre numéro d'hier que je n'avais pas reçu mission de l'autorité municipale pour conduire la délégation du département du Rhône à la fête de la Concorde. L'ordre qui m'en a été donné, le 14 mai dernier, est signé collectivement par le commissaire du gouvernement, par le maire de Lyon et par le général commandant supérieur des gardes nationales du Rhône. Je vous adresse la copie de cet ordre, dont je tiens l'original à votre disposition; veuillez, en conséquence, rectifier le fait que vous avez avancé.

Salut et fraternité.

N. PAYAN.

— Le citoyen Feitlinger, dont le talent est suffisamment apprécié du public lyonnais, se propose de donner, dimanche prochain 3 décembre, une matinée musicale dont le programme attrayant, que nous transcrivons ci-dessous, nous dispense de faire l'éloge.

Matinée musicale donnée par M. Feitlinger, dimanche 3 décembre, de midi à deux heures, au foyer du Grand-Théâtre.

1° Quintetto, exécuté par MM. les artistes du Grand-Théâtre. (Beethoven.)

2° Air de *Fra-Diavolo*, chanté par M. F. Feitlinger. (Auber.)

3° Air de *la Muette*, chanté par Mlle Naldi. (Auber.)

4° Solo de cor, exécuté par M. Widmann.

5° *Jeanne la Glaneuse*, chantée par Mlle Fanny Feitlinger. (Henrion.)

6° Trio de Meiseder, exécuté par MM. Chanel, Cherblanc, Luigini. (Meiseder.)

7° Grand air d'*Phygenie*, chanté par Mlle Naldi. (Gluk.)

8° Air varié pour le violon, exécuté par M. Cherblanc.

9° *La Fauvette du Canton*, chantée par Mlle Fanny Feitlinger.

10° Fantaisie sur les *Huguenots*, arrangée pour le piano, par M. Luigini, exécuté par lui. (Luigini.)

11° Romance chantée par Mlle Naldi. (P. Henrion.)

12° Nouvelles tyroliennes chantées par M. F. Feitlinger. (Keuler.)

Prix du billet: 2 fr. Pour MM. les officiers 1 fr. Le piano sera tenu par M. Luigini. On peut se procurer des billets chez les marchands de musique.

La salle sera confortablement chauffée.

Spectacles du 1^{er} décembre.

GRAND-THÉÂTRE. — *Lucie de Lammermoor* (début du premier ténor Duprat); *le Dépit amoureux*, e.

CÉLESTINS. — *Le Livre noir*, dr.

Souscription

Ouverte dans les bureaux du Peuple Souverain, en faveur de la famille de ROBERT BLUM.

Les divers employés du *Peuple Souverain*, au nombre de 10. 5 fr.: les citoyens Saunier, 25 c.; Guioi, 50 c.; Martin, 15 c.; Crochat, 15 c.; Vally, 25 c.; Laurin, 25 c.; Bellon, 25 c.; Boissonnet, 25 c.; Lequoy, 10 c.; Lejeune, 10 c.; Lacroix, 50 c.; Ducloux, 10 c.; Perrin, 25 c.; Revol, 25 c.; Belleman, 25 c.; Crassard, 20 c.; Fontaine, 25 c.; Gaillard, 50 c.; Haeseler, 50 c.; Robin, 25 c.; Mile Robin, 25 c.; Mignot, 50 c.; Potalier, 50 c.; Puy, 50 c.; Henier, 50 c.; Daideau, 10 c.; Girard, 10 c.; Bonnia, 50 c.; Berthaut, 50 c.; Augnier père et fils, 50 c.; Maugé, 20 c.; Bonchon, 20 c.; Bouquet, 10 c.; Batisfoy, 25 c.; Huguel, 25 c.; Juif, avocat, 50 c.; Lecote, 15 c.; Fleuriel, 30 c.; Bernard, 20 c.; Lager, 50 c.; Argoud, 50 c.; Prat, 20 c.

Total de la première liste: 17 fr. 65 c.

On continue à recevoir les souscriptions.

Angleterre.

LOXNAS, 25 novembre. — Les journaux de Londres du 25 au soir annoncent la mort de lord Melbourne dans sa résidence de Brocket-Hall.

— On écrit au *Standard*: L'étoile de Saldanha s'éclipse décidément de plus en plus, tandis que celle des frères Cabral suit une progression inverse. Si le duc eût en le courage de sa position et se fût retiré franchement, le dernier acte de son

administration eût certainement protégé sa retraite, et il eût pu encore, comme victime de son respect pour les droits constitutionnels, réunir assez de popularité pour tenir tête, avec quelque succès, à ses anciens alliés, qui sont aujourd'hui ses adversaires. Au lieu de cela, il a compromis sa position en restant un mois ou deux de plus au ministère. Laissez les cortès se réunir et vous ne tarderez pas à voir arriver les Cabral au pinacle; au reste, le Portugal paraît tranquille depuis le Minho jusqu'aux Algarves.

Nouvelles diverses.

LES PRISONNIERS POLITIQUES EN ESPAGNE.

On lit dans le *Clamor Publico*, du 21 novembre:

« Les prisonniers faits à Sietamo, ont été dirigés d'Huesca sur le port, où on doit les embarquer pour les îles Philippines. Ces malheureux, au nombre de 172, font le trajet à pied, chargés de chaînes comme des criminels; il n'est pas de souffrances qu'ils n'aient à supporter. Ce sont tous de respectables citoyens, que leur amour pour la liberté ont poussé à la révolte sous la bannière de l'infortuné Don Manuel Acbad. Déplorons le sort fatal de tant de victimes, et nous frémissons d'horreur en pensant aux maux sans nombre qui pèseront encore sur notre patrie, si le parti dominant continue à suivre la même marche.

— On s'entretient depuis hier soir, dit la *Patrie*, d'une tentative nocturne à main armée, faite à la maison de campagne du citoyen Odilon-Barrot, à Bougival. Voici le fait, d'après des renseignements exacts:

Le citoyen Odilon-Barrot présidait le conseil général de l'Aisne; son domestique était seul à la maison de campagne. Trois individus armés se présentèrent, après minuit, à la porte de l'habitation; le domestique sortit et fut assailli par ces trois malfaiteurs. Il s'en débarrassa promptement, et la blouse de l'un d'eux lui resta en partie dans les mains. Deux coups de feu partirent, il en reçut un dans le flanc.

On dit la blessure grave. Le procureur de la République de Versailles et un juge d'instruction se sont rendus sur les lieux. Le citoyen Odilon-Barrot n'est arrivé que ce matin de l'Aisne.

— Le 15^e bataillon de la garde mobile abandonne une journée de solde par homme et par mois, pour être distribuée aux personnes nécessiteuses du 8^e arrondissement.

Bourse de Paris, du 29 novembre 1848.

Cinq pour cent.....	65	35	Emprunt Romain.....	59	1/2
Dito, fin courant....	65	40	Emprunt Belge 1840....	78	1/2
Trois pour cent.....	42	80	Actions de la banque...	1355	50
Dito, fin courant....	42	90	Obligations de la ville..	1130	00
Quatre pour cent.....	72	00	Obligation piémontaise..	830	00
Rente de Naples.....	00	00	Quatre canaux.....	»	00
Dette active d'Espagne..	25	00	Jouissance des 4 canaux.	»	00

CHEMIN DE FER.

Saint-Germain.....	300	»	Orléans-Bordeaux.....	363	75
Versailles, rive droite. d..	»	»	Nord.....	342	50
— rive gauche.....	97	50	Paris-Lyon.....	1	»
Paris-Orléans.....	592	50	Paris-Strasbourg.....	325	25
Paris-Rouen.....	350	»	Tours-Nantes.....	310	»
Rouen-Hâvre.....	»	»	Montreuil.....	»	»
Marseille-Avignon.....	152	50	Mieppe.....	»	»
Strasbourg-Bâle.....	76	25	Charleroy.....	»	»
Centre.....	216	25	Lyon-Avignon.....	»	»
Amiens-Boulogne.....	»	»	Fampoux.....	»	»

Le directeur-gérant, FAURES.

Imprimerie de veuve AVIS, gr. rue Mercière, 44.

ANNONCES.

Chez CHARAVAY frères, quai de l'Hôtel, 99, et galerie du Grand-Théâtre.

ALMANACH DÉMOCRATIQUE ET SOCIAL

De l'Ami du Peuple.

Pour 1849,

Par F.-V. RASPAIL,

Représentant du peuple.

PRIX: 50 CENTIMES.

TRAITEMENT SIMPLIFIÉ.

ESSENCE CONCENTRÉE DE SALSEPARILLE D'AMÉRIQUE,

Pour la guérison prompte et radicale des Maladies secrètes et de la peau, Vices du sang, Dartres, Gale, Boutons, etc.

INJECTIONS INFALLIBLES DU DOCTEUR LUPPI,

Pour guérir en trois ou quatre jours seulement les gonorrhées ou écoulements, même les plus invétérés, et qui ont résisté aux autres moyens.

Nous nous sommes livrés avec travail et réflexion à l'étude de l'affection vénérienne et de son mode d'assimilation avec notre organisation, à l'aide des moyens que nous annonçons nous sommes parvenus à lutter contre ses pernicieux effets d'abord, puis à en débarrasser tout-à-fait l'économie en très-peu de temps.

On ne saurait mettre en doute le service que nous rendons à l'humanité, en supprimant les tisanes, les sirops, les pilules et tout le long attirail mercuroiel dont on a l'habitude de gorgier le malade. Non-seulement nous avons simplifié le traitement, mais nous offrons les vrais antidotes du mal vénérien, seuls moyens de se débarrasser en très-peu de temps, à peu de frais et presque sans peine d'une maladie qui, si elle n'est pas toujours très-grave, est toujours très-ennuyeuse et décourage souvent par la persistance de ses symptômes.

Prix: Le flacon essence de Salsparille, 5 fr.

— Les injections infallibles, 3

Chez M. CAMUSET, pharmacien, place des Carmes, 14, à-vis de l'hôtel du Parc, à Lyon.

Pour paraître incessamment,

GUÉRISON SANS MERCURE, EN 42 OU 45 JOURS, DES MALADIES SECRÈTES, Écoulements, Ulcères, etc., Dartres, Gale, Rhumatisme et toutes les maladies provenant d'un vice du sang.

S'adresser à la pharmacie rue de Puzy, 6, à Lyon.